

Jusqu'au début de 1992, les États-Unis avaient marqué une ferme préférence pour des mécanismes de sécurité bilatéraux, et ils étaient résolument opposés à ce que la limitation des armements navals devienne le sujet de pourparlers multilatéraux. Ils faisaient la sourde oreille aux propositions visant à élargir la définition de la sécurité pour y inclure les menaces non traditionnelles et non militaires. Tout dernièrement, Washington a reconnu que des discussions relatives à la sécurité coopérative en Asie-Pacifique sont, à bien des égards entamées, et le Département d'État et le National Security Council en tête cherchent à reprendre les choses en main.²⁸

Ce qui motive le gouvernement américain, c'est la volonté grandissante que les pays asiatiques eux-mêmes mettent à trouver des moyens de discuter des questions relatives à la sécurité dans une instance régionale comme les CPM de l'ANASE et à essayer de créer des mécanismes de coopération, et ce qui le met «à l'aise» à cette étape, c'est le caractère assez informel des débats. Rien ne se négocie et on n'est pas en train de créer une nouvelle organisation qui se consacrera uniquement à la sécurité.

Il semblerait que Washington ne considère plus l'APEC nouvellement institutionnalisée comme l'instance au sein de laquelle se dérouleraient des pourparlers multilatéraux sur un programme de sécurité élargi, au lieu qu'ils se déroulent dans le cadre des CPM de l'ANASE. En fait, les Américains préfèrent maintenant la méthode aujourd'hui dite du «volet deux» qui amène des représentants à participer (à titre privé) à des tables rondes et à des ateliers régionaux. Ce genre de participation permet aux États-Unis d'influer sur l'ordre du jour régional, de manifester leur soutien aux aspirations de «réformateurs» au sein de cette communauté régionale et de s'assurer, au fur et à mesure, de tirer parti, pour leur politique officielle, d'une expérience croissante et de l'apport d'idées nouvelles. Tout en fermant la base navale de Subic Bay et la base aérienne de Clark, et en réduisant progressivement les forces américaines dans la région, Washington ne cesse d'assurer que sa présence militaire sert l'intérêt national des États-Unis. Participer activement aux débats régionaux relatifs à la sécurité est un autre moyen pour les Américains de rassurer davantage encore les États du Pacifique du Sud sur leur engagement politique indéfectible à l'égard de la région.

X Le Canada et la sécurité de l'Asie-Pacifique - Un intérêt à maintenir

Il est risqué de rechercher des fins multilatérales par des moyens bilatéraux, mais c'est nécessaire lorsque l'on se trouve dans une région où l'on continue de préférer le bilatéralisme. Il semble essentiel que le Canada, pour faire valoir ses intérêts, qui évoluent,

²⁸ Voir, par exemple, les remarques faites par M. Paul Wolfowitz, Secrétaire américain à la Défense pour les questions politiques, à la Table ronde de l'Asie-Pacifique organisée en 1992 par l'ISIS malaysien, et la déclaration de M. Robert B. Zoellick, Sous-secrétaire d'État, à la réunion des «Six plus Sept» de la CPM de l'ANASE en 1992 également.